L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 27 FEVRIER 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 27 FEVRIER 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Henry, Macon & O'Connor, à la Bourse d'immeubles St-Charles, rue St-Charles,—habillements ouvrières de choix connues sous les noms de "Hard Times et Beaucher" à Grand Baton-Rouge.

Par D. E. Murphy & Son, aux Nos 108 et 110 de la rue des Magasins, marqueterie, épongage, café, bière, etc.

Par A. & L. Levy, dans leur salle d'encan, vêtements de printemps, articles de toilettes, etc.

Epicerie, etc.—Voir l'annonce d'encan de E. Murphy & Son.

Les rencontres de rue.

Notre ville vient encore d'être affligée par une de ces scènes de sauvagerie qui deviennent de plus en plus fréquentes aux Etats-Unis. Un homme pour se venger d'une offense est allé chercher son adversaire dans une des rues les plus fréquentées de la ville, en un jour de fête, au milieu d'une affluence de plusieurs milliers de personnes et lui et son frère n'ont pas hésité à engager une lutte à coups de revolvers sans le moindre souci des conséquences pour les passants. L'individu attaqué et peut-être atteint un de ses amis ont riposté et douze coups de feu ont été tirés. Deux des acteurs principaux de ce drame ont été l'un tué, l'autre blessé mortellement et, par un hasard miraculeux, un seul des nombreux passants qui se trouvaient autour des combattants a été atteint.

La loi et la justice paraissent impuissantes à empêcher le retour de ces conflits qui mettent en danger la vie de tout d'innocents, étrangers à la querelle, et l'opinion publique n'a pas réussi à modifier ces mœurs dignes de la barbarie. La presse américaine, en général, qui n'a pas assez de sarcasmes contre le duel, semble montrer moins de sévérité à l'égard de ces rencontres qu'on ne retrouve dans aucun autre pays civilisé.

L'usage du duel est, cependant, mille fois préférable sous tous les points de vue, à cette habitude de se faire justice à soi-même en tirant sur un adversaire non prévenu, à bout portant, lorsqu'on le rencontre en pleine rue. Le duel ne met en danger que la vie des combattants. Il est précédé de préliminaires qui servent souvent à arranger une querelle de peu d'importance et à réconcilier deux hommes qui ont pu être amis. Il est entouré de garanties et de précautions qui diminuent les risques d'un dénouement fatal.

Qu'on suppose que les deux individus tués rue St-Charles, aient eu ce qu'on appelle les préjugés français sur le code de l'honneur. L'offensé eut envoyé des témoins à celui qui l'avait outragé et si ceux-ci n'avaient pu obtenir une réparation satisfaisante, la querelle se serait réglée, dans un lieu solitaire, sous la surveillance de quatre témoins, par l'échange d'un ou deux coups de feu, à distance raisonnable, et peut-être sans résultat fâcheux.

Mais la paix publique n'eût pas été troublée et les nombreux visiteurs venus à la Nouvelle-Orléans pour assister aux réjouissances du Carnaval, n'eussent pas emporté le souvenir d'une horrible tragédie qui fait une tache sanglante dans le tableau de cette journée. Enfin, un tiers innocent n'eût pas reçu une blessure grave, sans parler de la mort de deux hommes qui n'étaient pas des malfaiteurs et qu'une querelle accidentelle a armés l'un contre l'autre.

Quand un pays est affligé par de pareilles mœurs, la presse devrait s'abstenir de plaisanter sur les duels insuffisants à 35 pas. Car, par de pareilles plaisanteries elle encourage cette idée qui prévaut déjà trop dans la génération actuelle, que la mort seule peut venger une offense reçue et que l'honneur outragé prescrit d'employer le moyen le plus sûr, l'attaque à première vue qui n'est guère autre chose qu'un assassinat.

Nous aimons mieux, quand à nous, ces vieilles traditions louisianaises qui veulent qu'on ne cherche la satisfaction d'une offense que dans un combat loyal dont les conditions ont été arrêtées à l'avance, car si le duel est encore un préjugé qu'une civilisation plus éclairée doit faire disparaître, il est déjà un progrès immense sur la vendetta du midi de l'Europe et encore plus sur la rencontre de rues telle qu'elle se pratique trop souvent aux Etats-Unis.

ENREGISTREZ-VOUS.

En raison de l'importance qu'auront sur l'avenir de la Louisiane, les élections à la Convention, nous ne saurions trop engager tous ceux qui ont le droit de vote à se mettre en mesure de participer aux élections du 18 mars.

Beaucoup de personnes qui s'étaient abstenues l'été dernier, n'ont pu revenir à temps pour se faire enregistrer ou mois d'octobre dernier : d'autres ont négligé de le faire. Elles pouvaient actuellement se faire enregistrer jusqu'au 12 mars.

Le nouveau préposé à l'enregistrement, M. Cavaroc, a ouvert depuis le 15 février, au bureau rue Carondelet No 46 au coin de la rue Union.

Les électeurs qui ne se sont pas fait inscrire en 1878, et ceux qui ont changé de résidence, peuvent y réclamer leurs certificats, tous les jours excepté les dimanches et les jours fériés, de huit heures du matin à lundi, et de une heure et demie de l'après-midi à sept heures du soir.

Nous engageons tous les bons citoyens qui ne sont pas enregistrés à se mettre dès à présent en règle, car il y aura probablement encombrement dans les derniers jours.

Le délai expire le 12 mars; qu'on en prenne note.

Je suis obligé de la nouveauté que je prendre connaissance des fleurons.

Ordres pour chasses remplis avec célérité par Hy J. Montagnet, 4 rue Carondelet.

Café, Café, grillé en maris, chez A. Villeneuve, coin Union et Crops, à 15 cents la livre.

"Spécialité en fait de plumes d'oeuf vivantes, en crêtes, remorts pour lits, matelas, fondu à remuer, à très bon prix, à l'ancien magasin de meubles de J. B. Hubbard, coin Bienville et Perdido.

— On lit dans la *Révolution française* :

"Parmi les questions que le cabinet abordera le plus difficilement, il faut citer celle relative aux traités de commerce. On sait que les ministres, au lieu de conserver leur liberté d'action, ont tous subordonné leur entrée aux affaires aux conditions posées par M. Léon Say:

"Or, comme la Chambre est très divisée au point de vue libre-échangiste et protectionniste, il faut s'attendre à des débats très importants qui pourraient amener la dislocation, si on n'est la sûreté du ministère Waddington."

—Lorsqu'on a été faire un voyage en Angleterre. Au retour, il a eu du gros temps, et, à un moment donné, on a pu craindre un sinistre.

—Tout le monde, dit-il, avait perdu la tête. Moi seul, j'avais conservé mon sang-froid. Dès le premier symptôme de danger j'étais allé, sans rien dire à personne, m'attacher à l'ancre du salut.

ROMANS D'HENRY GRÉVILLE EN ANGLAIS—Nous avons publié en feuilletons plusieurs des romans d'Henry Gréville, l'auteur de *Dosia* et de tant d'œuvres charmantes : Nos lecteurs connaissent donc le talent de cet auteur. Les maisons T. B. Peterson and Brothers, de Philadelphie, vient de publier des traductions faites par miss Helen Stanley, à Paris, sous les yeux de l'auteur, des romans suivants nouvellement parus : *L'Amie* (prix 50 cents), *Gabrielle* (prix 50 cents), et *Les Mariages de Philomène* (prix 75 cents).

THÉATRE DES VARIÉTÉS — Il y aura encore deux représentations de *Un double mariage*. Ceux qui désirent voir la charmante miss Charles dans son rôle de Joséphine, feront donc bien de se hâter. Samedi, en matinée, on donnera *Les deux Orphelines*.

THÉATRE ST-CHARLES — Après avoir bien ri, il faut travailler, et c'est ce à quoi pense le vieux Drury, qui finira la semaine avec Miss Emmerson et la troupe de M. John W. Edwards, y compris un des favoris du public de New York, W. H. Leake, mais qui pense déjà à un nouveau répertoire pour la production duquel rien ne sera épargné. Nous parlerons de cette grande affaire aussitôt que nous en connaîtrons les détails.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Ce théâtre finira la semaine avec la troupe de "Diplomacy", et il n'aura pas à le regretter attendu que cette pièce fait salle comble tous les soirs.

M. Bivalli annonce qu'il a conclu un engagement avec une forte organisation opératique, pour la production de l'opéra comique de Gilbert et Sullivan. La troupe de "Pinafore", (c'est le nom de l'opéra) vient directement de New York, sûrement a fait sensation. Après cette troupe de chanteurs qui varient les plaisirs des gens de l'Académie de Musique, viendra la troupe des ménestrels d'Emerson, plus complète et plus originale que jamais, et aux ménestrels succèdera la combinaison de M. et de Mme McKee Rankin, qu'on regarde comme la première troupe dramatique de cette époque. Ainsi, d'après cet aperçu, il faut s'attendre à des productions avant la fin de la saison de l'Académie de Musique.

A vos vous jamais mangé une salade de Shallon!

Achetez votre charbon aux plus bas prix du marché, chez Hy. J. Montagnet 4 rue Carondelet

Café, Café, grillé en maris, chez A. Villeneuve, coin Union et Crops, à 15 cents la livre.

LOUIS BLANC ET L'AMNISTIE AUX ÉTATS-UNIS.

Dans sa discussion de la loi d'amnistie, Louis Blanc a invoqué l'exemple des Etats-Unis. Le *Courrier des Etats-Unis* lui répond avec beaucoup de raison :

L'amnistie offerte aux insurgés par la République des Etats-Unis pendant la guerre, et proclamée après la conclusion de la paix, était bien loin d'être aussi large que le suppose M. Louis Blanc. Nous croyons dans le détail des exceptions de toute sorte imposées aux Etats du Sud, traités pendant des années par le gouvernement fédéral en pays conquis, nous rappellerons simplement ici la proclamation publiée le 29 mai 1865 par le président Johnson, imposant à tous ceux voulant rentrer en grâce le serment auquel est resté le nom de "serment *ironclad oath*".

"Afin, est-il dit dans cette proclamation, que l'autorité du gouvernement des Etats-Unis puisse être restaurée, et que la paix, l'ordre et la liberté puissent être rétablis. Moi, André Johnson, président des Etats-Unis, je proclame et déclare que Secorde par les présentes à toutes les personnes ayant participé directement ou indirectement à la rébellion amnistie et pardon, avec restitution de tous droits de propriété—*excepté dans les cas où des actions légales ont été instituées pour la confiscation des biens* des personnes engagées dans la rébellion; mais à la condition que chacune de ces personnes *prête et signe* le serment suivant, et qu'elle garde inviolé ledit serment qui sera enregistré pour être *conservé* en permanence:

"Je jure solennellement, en présence de Dieu Tout-Puissant, que désormais je soutiendrai et défendrai fidèlement la constitution des Etats-Unis et l'Union des Etats qui en dérive, et que de la même manière je me soumettrai et donnerai également mon concours à toutes les lois et proclamations qui ont été faites durant la rébellion relativement à l'émancipation des esclaves. Ainsi que Dieu me garde!"

Ainsi le gouvernement des Etats-Unis a imposé le serment individuel, le serment de fidélité et de concours à toutes les personnes ayant pris part *directement ou indirectement* à la rébellion qui voulaient rentrer—pas pas dans la pleine jouissance de leurs droits politiques, dont les Etats du Sud ont été privés en masse pendant de longues années, mais dans leurs droits de propriété, frappés de confiscation. On peut constater ici combien sont plus libérales les dispositions actuelles du gouvernement français, qui a accordé des milliers de grâces en bloc sans condition, et dont la pensée se traduit dans ces lignes du *National* que nous avons déjà citée, et qui s'inspire de l'an des membres du cabinet :

"Nous ne prétendons pas qu'on ne doive faire grâce qu'à ceux qui demandent grâce. La société peut accorder une absolution finale sans exiger un acte de contrition. Elle n'a pas besoin de cet hommage, toutes les fois qu'il serait hypocrite et contraint."

Mais ce n'est pas tout. A la suite de la formule du serment que nous venons de rapporter il est dit :

"Les classes des personnes suivantes sont exceptées du bénéfice de la proclamation :

Suivent *quatorze* catégories de personnes formellement exclues de l'amnistie, comprenant tous ceux qui ont rempli des fonctions civiles ou diplomatiques au service de la confédération ; tous ceux qui ont servi dans l'armée *confédérée* au-dessus du rang de colonel, ou dans la marine au-dessus du rang de lieutenant ; tous ceux qui, étant employés des Etats-Unis à un titre quelconque ont quitté leur poste pour s'engager dans la rébellion ; et tous ceux dont les *propriétés imparfaites excèdent une valeur de cinq mille dollars.*

Nous doutons que M. Louis Blanc ait bien connu ces dispositions quand il a dit à la chambre que la République des Etats-Unis avait compris le vrai caractère de l'amnistie à la fin de la guerre de la sécession. Mais nous considérons encore moins qu'il invoquât cet exemple à l'appui de sa demande d'amnistie plénière, si il avait vu le régime politique auquel ont été soumis les Etats du Sud depuis 1865, époque de la fin de la guerre civile, le jugeait aux dernières élections présidentielles, même que après, en 1876. Pendant plusieurs années, ces Etats n'ont pas eu de gouvernement fin, mais des gouvernements provisoires avec des gouverneurs nommés par le gouvernement fédéral. Pendant plusieurs années ils n'ont pas eu de représentants au Congrès, où aujourd'hui encore ceux de leurs citoyens qui ne croient pas devoir réclamer individuellement le bénéfice de l'amnistie et prêter le serment exigé par la proclamation que nous avons citée, sont exclus de toutes fonctions publiques et des chambres législatives. En cela donc, comme en beaucoup d'autres choses, il ne faut pas offrir ce qui se passe ou ce qui s'est passé dans la République américaine comme un modèle qui s'impose à la République française. Celle-ci, quoi qu'il arrive, n'aura libéralité rien, et elle n'a rien à prendre que fort peu de chose à envier à celle-là en matière de libéralisme.

Café, Café, grillé en maris, chez A. Villeneuve, coin Union et Crops, à 15 cents la livre.

Pittsburg Anthracite et Canal engrais à bas prix chez Hy. J. Montagnet.

Le centre en vous, manque un fleuron.

—Sur le front-vous!
—Tu as l'air triste!
—Tu ne sais donc pas ce qu'il m'est arrivé?
—Non.
—Ma femme a été enlevée....
—Le misérable!
—Le misérable assaut, il y a dix jours.
—.....Par une fluxion de poitrine.
—Mes compliments. Elle, ça fait mon domestique.

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT GRÉVY.

Voici le texte original du message présidentiel qui a été lu le 6 février aux Chambres françaises.

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

L'Assemblée nationale, en m'élevant à la présidence de la République, m'a imposé de grands devoirs ; je m'appliquerai sans relâche à les accomplir, heureux si je puis, avec le concours sympathique du Sénat et de la Chambre des députés, ne pas rester au-dessous de ce que la France est en droit d'attendre de mes efforts et de mon dévouement.

Soumis avec sincérité à la grande loi du régime parlementaire, je n'entrerai jamais en lutte contre la volonté nationale exprimée par ses organes constitutionnels.

Dans les projets de lois qu'il présentera au vote des deux Chambres et dans les questions soulevées par l'initiative parlementaire, le gouvernement s'inspirera des besoins réels, des vœux certains du pays, d'un esprit de progrès et d'apaisement ; il se préoccupera surtout du maintien de la tranquillité, de la sécurité, de la confiance, le plus ardent des vœux de la France, le plus impérieux de ses besoins.

Dans l'application des lois qui donne à la politique générale son caractère, et en direction, il se pénétrera de la pensée qui l'a dictées ; il sera libéral, juste pour tous, protecteur de tous les intérêts légitimes, défenseur résolu de ceux de l'Etat.

Dans sa sollicitude pour les grandes institutions qui sont les colonnes de l'édifice social, il fera une large part à notre armée, dont l'honneur et les intérêts seront l'objet constant de ses plus chères préoccupations.

Tout en tenant un juste compte des droits acquis et des services rendus, aujourd'hui que les deux grands pouvoirs sont animés du même esprit, qui est celui de la France, il veillera à ce que la République soit servie par des fonctionnaires qui ne soient ni ses ennemis ni ses détracteurs.

Il maintiendra à entretenir et à développer les bons rapports qui existent entre la France et les puissances étrangères et à contribuer ainsi à l'affermissement de la paix générale.

C'est par cette politique libérale et vraiment conservatrice que les grands pouvoirs de la République, toujours animés du même esprit, marcheront toujours avec sagesse, feront porter ses fruits naturels au gouvernement que la France, instruite par ses malheurs, s'est donné comme le seul qui puisse assurer son repos et travailler utilement au développement de sa prospérité, de sa force et de sa grandeur.

Le Président de la République,
Signé : JULES GREVY.

Par le Président de la République :
Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Signé : WADDINGTON.

Versailles, le 6 février 1879.

Toujours préparées ; on n'a pas à les cuire, Shadines.

LA PRESSE PARISIENNE ET LE MESSAGE.

La presse républicaine, à l'exception des journaux d'extrême gauche, se montre très satisfaite du Message présidentiel.

Les *Débats* n'hésitent pas à féliciter le nouveau Président de la République, de la concision française et de la simplicité américaine de son langage :

"Cette retenue respectueuse, de la part du chef de l'Etat, ne peut, disent-ils, que contribuer à affaiblir, et finalement à détruire, chez nous, l'idée funeste du gouvernement personnel, qui y est si fortement enracinée.

"Le Message n'est qu'une déclaration de principes, et n'est pas un programme de gouvernement. C'est au ministère qu'il appartiendra de présenter aux Chambres les lois destinées à introduire et à établir l'harmonie dans le fonctionnement des institutions et dans les rapports des pouvoirs publics."

"La France aime la clarté et la franchise, lisons-nous dans la *République française*. Il n'y a rien dans le Message qui ne soit parfaitement net et loyal ; mais ce qui frappe surtout, c'est la décision tranquille du nouveau Président. C'est un homme qui connaît son devoir et qui est décidé à le remplir. Dans les limites de son devoir il est résolu à se renfermer, ne voulant empiéter sur les attributions de personne, laissant les ministres gouverner, exprimant sa prérogative propre, et n'allant jamais au-delà."

"Dans sa forme concise, dit le *XIXe Siècle*, le Message du Président de la République explique à merveille le grand changement apporté à la situation politique, depuis le 30 janvier."

Au dire du *Siècle*, "la France républicaine reconnaîtra sa pensée et ses vœux dans ces fermes déclarations, dans ce langage droit, honnête et libéral. Sans sortir de la réserve que comporte la haute magistrature qu'il occupe, l'éminent M. Jules Grévy a exprimé en termes précis et fermes, les aspirations de progrès, de sécurité et de liberté dont est animée la démocratie française."

A en croire l'*Événement*, "il n'y aura qu'une voix pour le reconnaître : ce document est foncièrement constitutionnel. Nous n'avons pas à examiner d'abord la politique qui s'en dégage. Ce qu'il importe avant tout, c'est de constater la netteté et la force avec lesquelles il affirme le respect de la souveraineté du peuple."

"C'est la première fois, affirme le *Voltaire*, qu'en France, un chef d'Etat déclare solennellement, en prenant possession du pouvoir, qu'il est " ceinte avec " sincérité à la grande loi du régime par- " lementaire" et " qu'il n'entrera jamais " dans la lutte contre la volonté nationale, exprimée par ses organes constitutionnels."

"Ce document doit être regardé à la fois comme la constatation du triomphe définitif de la République, et comme la préface de l'état nouveau, définitif, dans lequel vont entrer désormais les affaires de toutes les grandes républiques."

Aux yeux du *Rappel*, "il y a dans ce Message deux mots excellents : devoirs du gouvernement, droits du pays. Il en manque un, excellent aussi : sanctions. Nous voulons croire, ajoute ce journal, qu'il est sous-entendu dans la pensée qui parle "d'application". Mais c'est dire aussi qu'il ne faut pas sous-entendre, qu'il faut écrire en toutes lettres. Le gouvernement l'a conté, la Chambre le mettra."

Le *Marseillaise* regrette également que le Message ne soit pas plus explicite sur l'amnistie.

La République française s'étonne que le Président de la République n'ait fait mention ni de l'amnistie, ni des réformes.

"M. Grévy a parlé, dit-elle, à peu près comme aurait pu parler M. Dufaure. De là une responsabilité qui, sous le croyons, sera profonde, peut-être irréparable. Il n'y a rien qui use un gouvernement comme de manquer aux espérances qu'il avait fait concevoir."

La *Lanterne* approuve le Message de M. Grévy, qui proclame les ministres libres de leurs responsables de leurs actes. Elle attend les actes du ministère avant de le juger.

—Parmi les journaux réactionnaires, les avis sont partagés. —Le *Figaro* se félicite que le gouvernement ne se soit pas expliqué sur les trois ou quatre questions à l'ordre du jour. —Le *Constitutionnel* pense qu'à force de travailler à la rendre nulle, cet arrivé à le rendre froid. —Le *Soleil* assure qu'il serait d'un conservatisme rassurant s'il n'était, en même temps d'un hocsalisme effrayant.

—Quant au discours prononcé par M. Gambetta, en prenant possession du fauteuil présidentiel de la Chambre des députés, les journaux de gauche l'approuvent également, et ceux de droite reconnaissent qu'il est très modéré.

—Un joli mot d'une femme de beaucoup d'esprit, dans les salons de laquelle se rencontrent les notabilités du jour.

A l'une de ses dernières réceptions, comme un journaliste, placé non loin d'elle, faisait mine de noter quelques-unes des jolies choses qu'elle disait ;

—Gardez-vous-en bien, lui dit-elle, il ne faut jamais écrire ces choses-là. Les paroles sont des oiseaux qui passent, qui chantent et qui s'envolent. Ne vous avisez pas de chercher à les entraper : ils ne reviendraient plus.

Si jamais je cesse d'aimer !.... Quoi ! .... les Shadines.

Bonnets pour de jeunes gens, il est bon temps de cirer ceinture de Rose Watson pour les enfants. Il donne l'air à tous les enfants, prolonge leur santé et leur jeunesse, et est fortement recommandé par la faculté médicale de la Louisiane comme étant un vieux remède dont l'efficacité est parfaitement établie. 25 cents la bouteille.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

SESSION RÉGULIÈRE DE 1879.

No. 17] LOI

Pour amender et décréter à nouveau "une loi pour amender et décréter à nouveau une loi pour incorporer la ville de Providence", etc., etc. etc., approuvée le 14 mars 1878.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent : Que la loi No. 93 de la session régulière de la Législature, approuvée le 18 mars 1878, intitulée "loi pour amender et décréter à nouveau une loi pour incorporer la ville de Providence" etc., soit amendée et décrétée de nouveau de manière à prolonger le texte suivant : Que le maire et les conseillers de ville auront le pouvoir de lever une taxe ad valorem sur tous les biens meubles et immeubles dans les limites incorporées de la dite ville de Providence, qui n'excèdera pas dix mills sur chaque piastre d'évaluation. Ils pourront aussi lever et collecter des licenses sur les métiers, professions et occupations, excepté sur les marchands de spiritueux en de liqueurs fermentées, en gros, en détail ou aux verres, sur lesquels ils pourront lever une taxe de licence du montant qu'ils jugeront convenable, et ils pourront lever et collecter des taxes pour objets spécifiques qu'n'excéderont pas cinq mills (5) en addition à la taxe de dix mills ici mentionnée ; pourvu que la dite taxe soit assise sur contribuables-résidants de la dite corporation, et qu'une majorité consente à la dite taxe.

Sec. 2. Décrètent en outre que cette loi sera mise en vigueur aussitôt après qu'elle aura été adoptée.

[Signé] JOHN C. MONCURE,
Orateur de la Chambre des Représentants.

[Signé] LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 7 février 1879.

[Signé] FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No. 18] LOI

Pour amender et décréter à nouveau l'article neuf cent-onze (911) du code de procédure, de manière à donner un délai raisonnable pour faire enregistrer les pétitions pour nouvelles audiences de causes aux sessions de la Cour Suprême en dehors de la paroisse d'Orléans.

Section 1—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis, en assemblée générale, décrètent : Que l'article neuf-cent-onze (911) du code de procédure soit amendé et décrété à nouveau de manière à Permettre le texte suivant : Article 911. "Les jugements rendus par la Cour Suprême à la Nouvelle-Orléans, seront finals après que six jours judiciaires se seront écoulés à partir du prononcé du jugement, et les jugements rendus par la Cour Suprême sont d'autres parties de l'Etat de la Cour peut être tenue seront finals après que trente jours judiciaires se seront écoulés à partir du prononcé des jugements. Les parties auront le droit en tout temps, durant les dits délais fixés, de demander une nouvelle audition à de causes suivant les lois existantes. Le juge peut mettre une copie de tout jugement final à toute personne qui le désirera.

Sec. 2.—Décrètent, en outre, que toutes lois ou parties de lois en conflit avec la présente, soient et sont ici rappelées.

(Signé) JOHN C. MONCURE,
Orateur de la Chambre des Représentants

(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 7 février 1879.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 19.] RÉSOLUTION DES DEUX CHAMBRES

Pour ratifier l'action de l'Auditeur des comptes publics en ne publiant pas les listes de délinquants, pour le non-payement des taxes, le 20 septembre, et le second lundi de novembre 1878, et en n'effectuant pas la vente des propriétés des dits délinquants, le second lundi de décembre de la même année.

Section 1. Le Sénat et la Chambre des représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblé générale, décrètent que l'action de l'Auditeur des comptes publics en n'ayant pas, le vingt septembre 1878, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et le second lundi de novembre de la même année, dans les paroisses de la campagne, publié la liste des délinquants pour non paiement de taxes, et en n'ayant remettant les ventes des propriétés des dits délinquants, qui auraient dû avoir lieu le second lundi de décembre de la même année, conformément aux lois existantes, est approuvée par le Législature et que l'appropriation de un candidats dans cette circonstance est semblée.

Sec. 2.—Décrètent en outre ; que cette résolution aura son effet aussitôt après qu'elle aura été approuvée.

(Signé) JOHN C. MONCURE,
Orateur de la Chambre des Représentants.

(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 7 février, 1879.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

—On sait qu'il était question de faire cesser les fraudes et les abus qui se commettaient dans la vente des billets de loterie, et de mettre un terme à la spéculation effrénée à laquelle elle donnait lieu. Le moyen de parvenir à ce résultat était bien simple. Il consistait à ne permettre que la vente des billets entiers, et à interdire celle des fractions. Mais, comme on le pense bien, les spéculateurs ne se sont pas laissé faire sans résistance. Ils ont fait valoir leurs droits acquis, leurs intérêts, leurs capitaux engagés, et ils ont fini par obtenir gain de cause. Ils ont donc continué à vendre des billets entiers et des fractions, comme par le passé.

—Le vrai moyen de dompter la consommation.—Le vrai moyen de donner de la vigueur à un système affaibli, est d'infuser de l'activité dans les opérations de l'estomac, ce merveilleux alambic d'où la nourriture est transmise au sang, principal élément de notre vitalité. Les "Hostetter's Stomach Bitters", en stimulant ce bel agent grandement préférables à tous ces prétendus toniques, tous pour donner de l'appétit, toute impuissante pour aider à la digestion et à l'assimilation. Les Bitters de Hostetter, tout en fortifiant l'estomac, stimulant la bile, les boyaux, les reins, assurent la sortie par les canaux naturels des matières inutiles rejetées par le système qui est ainsi purifié aussi bien que fortifié. Leur inoffensive salubrité devient bientôt manifeste par une augmentation d'énergie vitale et pour un accomplissement plus actif et régulier de chaque fonction physique, et ils ont aussi pour effet de rendre le système tonné à tel point à l'épreuve des maladies épidémiques qu'il ne redoute plus.

—Voulez-vous donner toujours un thème entre vos ayeules et donner tous à de plus sévères ? Si vous avez des femmes ou un famille, sans mauvaises factions ferme.

Le vin Rivet et de première classe.

Vin rouge Château Pape Clément,
J. B. CLERC, propriétaire, Bordeaux.

VINS rouges et VINS blancs, en barriques et en bouteilles de toutes qualités, de Médoc et Sauternes et Crues à Pitt Frères, Bordeaux.

SHERRY FIN PALE.

Fine Superior, Amontillado, Royal Amos, etc., de la plus grande maison d'exportation de Xeres, MM. Duque Byrne & Co.

VIEUX VIN DE PORTO.

Tous les crus de 1878 à 1848 de la marque de A. C. Monbor & Co, Oporto.

COGNACS

Tous les crus de 1878 à 1848 de la marque de A. C. Monbor & Co, Cognac.

WHISKEYS FINS.

Whiskey demande de Ramsey et Whiskey d'Irlande, de Wien.

RUE DE LA JAMAIQUE.

Le plus vieux et le plus fin rum (London Dock) qui se trouve sur ce marché.

LIQUEURS ETJAMBETTES,

de E. Lejeune et Marie Brizard & Roger, de Bordeaux, et de Wynand Fockynk, d'Amsterdam.

ABSINTHE ET KIRSCH,

de Pralelli Cure, Monthel fils, Nelly Frat.

ABSINTHE ET KIRSCH,

Qui qualités les plus fines et les meilleures, d'E. Gerard Fernet Cousin.

ALLSOP'S INDIA PALE ALE,

mise en bouteille par R. & J. BURKE, Dublin, Liverpool, Londres et célèbre dans le monde entier.

A VENDRE PAR

PAUL GELPI & BRO.,
16 fév.—1m—VP.

CHAMPAGNES!

G. H. MUMM & Co.,
REIMS.

Fournisseurs des Maisons Royales

De la Belgique,
De la France,
Du Grand Duché d'Edimbourg
Du Grand Duché de Hesse-Darmestad,
De la Suède et de la Norwège.

DRY VERSENAY
—ET—
EXTRA DRY.

Vins favoris aux Etats-Unis

où l'importation pendant l'année 1878 a dépassé 30,000 caisses ou 16,270 caisses de plus que les autres bonnes marques en roseau.

Seuls Agents à la Nlle-Orléans,

Schmidt & Ziegler

49, 51, 53, 55 RUE PETERS.

26fév—1m

AVIS.

A partir de cette date, je ne paierai aucune dette faite par ma femme ou ma famille, sans mon autorisation écrite.

MICHEL BUNOS.
Nouvelle-Orléans, ce 26 février 1879.
27 fév—3f.

A VENDRE.

LE RESTAURANT bien connu et situé au No 140 de la rue de Chartres. La clientèle est forte et le propriétaire est obligé de vendre à cause de mauvaise santé. Pour plus amples informations s'adresser sur les lieux. 27 fév—2f

A LOUER.

La belle propriété rue de l'Esplanade encoignure Tonti, terrain 120 pieds sur 200, deux chambres à bain, réservoir des eaux de pluie dans toutes les appartements, etc., etc. S'adresser à

H. TREMOULET,
27 fév—2mars rue Potters et Conti.

RAPPELEZ-VOUS, TOUS,

QUE POUR

Les toux, les rhumes

Et toutes les affections de la POITRINE ou des POUMONS. Il n'y a pas de meilleur remède que cette ancienne et célèbre préparation si favorablement connue du public sous le nom de

SIROP
PECTORAL BALSAMIQUE
DE DUCONGÉ.

BEGAYNE-EN.

A vendre par A. CARROUCHÉ, agent pour la Louisiane, rue de Chartres 39. Aussi pour tous les droguistes.

28 fév—1m

A. VILLERMIN,

Ancien greffier du 2me district, ancien garde Union et Crops.

A un magasin en face stock de BON CAFÉ qu'il offre aux chasseurs et au public, à des prix très réduits. Café grillé et moulu de 15 cents la livre.

Aussi de THÉ pour et vert de qualité supérieure, beurre de Gervais de choix, cerises, autre fine en quart et demi boîtes de Alexis Godillot, sardines rouges et blanches de Colleroux, moutarde et un assortiment général de groceries de choix, remplissant bien mérité. 6 fév—1mDMoJ

Pour le Parc de ville, le Fort Esplanade et l'extrémité du lac.

Canal corner, City Park and Lake Pontchartrain.

A partir de DIMANCHE 23 février 1879, des lignes d'omnibus circuleront toutes les demi-heures de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Le premier quittera partira de l'angle de la rue du Canal et Bourbon à 6 heures du matin. A 7 heures partiront deux autres lignes jusqu'à 6 heures du soir. Le premier partira de la rue Esplanade et Bourbon à 7 heures du matin, et il en sera de même jusqu'à 6 heures du soir. Prix du passage 10 cents, enfants accompagnés de leurs parents, gratis.

J. B. ALCÉE GAUTREAUX,
Chef civil de la paroisse d'Orléans.

25 fév—3f.

ARTICLES DE TAPISSERIES.

A. Brousseau & Son.

17.....CHARTRES.....17

Vendent leur vieux stock de

Meubles en cretin,
Meubles à matelas,
Draperies pour fêtes,
Tapis,
Portières,
Rideaux,
Stores,
Etoffes à rideaux
Tapis de corps et en pailles,
Nattes,
Etoffes à rideaux
Vendus à des prix plus réduits qu'ils ne l'ont jamais été à la Nouvelle Orléans.

Les prix sont réduits.

TAPIS.

ELKIN & CO.,

100.....RUE DU CANAL.....100

Ont de nouveaux genres de
TAPIS AXMINSTER,
VELOURS,
BRUXELLES et INGRAIN.
Venant d'être reçus de Liverpool :
TOILES CIRÉES ANGLAISES
ET LINOLEUMS
Grande variété de RUGS et NATTES à
TRÈS BAS PRIX.

MEDAILLES

Décernées à l'Exposition Universelle de Paris de 1878.

ALPH. WALZ,
Propriétaire et fabricant du célèbre
MALAKOFF BITTERS

qui, comme l'indiquent les médailles ci-dessus, a remporté le prix à la dernière exposition de Paris. C'est un apéritif agréable et savoureux, un stimulant sain composé d'ingrédients aromatiques et toniques, fortifiant, et un tonique d'une efficacité reconnue par la Faculté Médicale de la Louisiane. Ce bitters est spécialement propre à l'usage des familles.

Seul agent à la Nouvelle-Orléans de la maison Graf & Co., pour la vente de la délicieuse bière
AURORA LAGER BEER,
en barils et en bouteilles.
No. 96 rue Conti, entre Bourbon et
22 nov—1ra ou de Chartres.

J. LEVOIS

126, RUE DU CANAL 126,

VIENT de recevoir son assortiment d'étoffes modernes pour robes, convenables pour le printemps, et comprenant

Bayonnaise,
Tamise,
Albatroses,
Alpacas,
Etamines,
Buntings et Crêpes.

22fév—1f

Le Dr A. CAPDEVIELLE

A OUVERT un bureau de consultation au No. 93, rue St-Philippe, entre Bourbon et Chartres.

Heures de consultation—Tous les jours, de midi à 2 heures.

Résidence—No. 114 rue Bourbon.

15 fév—1f

COW PEAS.

COW PEAS,

Grand assortiment en magasin, grand par de consignations agréables. A vendre en lots au gré des acheteurs, au plus bas prix du marché.

J. R. KENT & CO.,
22fév—1mPF 43 rue Tchoupitoulas.

S. PITCHAUD. LOUIS BURTHE. DELORD BURTHE.

PEYCHAUD & BURTHE,
COURTIERS D'ACTIONS,
DE BILLETS ET DE BONS,
No. 2 1/2 rue Carondelet—Nlle-Orléans.

Porteront une attention toute spéciale au placement des licences et des taxes de ville et d'Etat.

12fév—1m

MAISON C. ROUYER,
COIN CONTI ET CHARTRES,
NOUVELLE-ORLEANS.

M. C. ROUYER prêt vient en aide à ceux qui ont été aidé que le public en général, que Mme Royer d'Europe et du Nord, est elle a fait tous ses achats sur commande, qu'il est prêt à offrir des marchandises de choix et de nouveautés. 9fév—1m

Mme FERRARI,

ACCOUCHEUSE, reçue par la Faculté de Paris, informe sa clientèle et les dames en général qu'elle continue à donner tous ses soins à la pratique des accouchements et au traitement des femmes dans leurs maladies. Consultations tous les jours, de midi à 2 heures, en son domicile rue d'Orléans, No 106, entre Bourgogne et Rampart. On prend aussi des pensionnaires. 23 fév—6f

Nouvelle Maison,
ANCIEN LOCAL JOHN BELL,
20 Poyd